

Publié le 24 Avril 2014

Monsieur le Président de la Fondation Jean Jaurès,

Madame et Monsieur les Ministres,

Mesdames et Messieurs les élus,

Monsieur le maire de Carmaux,

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie pour l'accueil que vous me réservez aujourd'hui, ainsi qu'aux ministres qui m'accompagnent.

C'est vrai qu'il y a deux ans à peine, j'étais comme candidat à l'élection présidentielle, présent à Carmaux. J'y tenais, pour le symbole qui s'attache à cette ville, JAURES, la mine, le mouvement ouvrier. J'y tenais aussi parce qu'un de vos prédécesseurs m'avait fait cette prophétie : si vous voulez gagner l'élection présidentielle, vous devez venir à Carmaux. Donc, je n'avais pas le choix.

Je ne veux pas donner ce sens-là à ma visite aujourd'hui. Je viens comme chef de l'Etat pour saluer cette année JAURES que le Président de la Fondation qui porte le nom de Jean JAURES, a voulu organiser pour s'inscrire dans les commémorations du centenaire de la grande guerre.

Le nom de JAURES qui est un nom de paix, est également lié à la guerre qu'il n'a pas pu empêcher. Je veux saluer ici les parlementaires, les élus du département du Tarn qui sont investis d'une responsabilité immense, qui est d'être les successeurs de JAURES. Il y avait été élu à l'âge de 26 ans, plus jeune député de France. Il y avait été battu mais il y avait été ensuite réélu jusqu'à la fin de sa vie. Il n'oublia jamais, à travers les voyages qu'il consacra à la France toute entière, de rappeler l'attachement qu'il avait pour sa petite patrie du Tarn.

Je veux saluer les jeunes, les jeunes de Carmaux, de Brassac qui ont lu JAURES comme s'il avait été leur enseignant, comme s'ils avaient assisté à ce discours à Albi de 1903. Qu'ils ne s'inquiètent pas, ils ont simplement appris JAURES, appris de JAURES comme toutes les générations qui se sont succédé depuis un siècle.

Il y a un siècle, au milieu d'un été fatal, un cri retentissait, au cœur de Paris : « Ils ont tué Jaurès ! » Au café du Croissant, un fanatique, armé par la haine, avait tiré deux coups de feu sur l'orateur du socialisme et le militant de la paix. Aujourd'hui encore, nul ne peut prononcer ces mots « Ils ont tué Jaurès ! » sans éprouver un serrement de cœur. Que voulaient-ils dire ces journalistes effarés de la nouvelle, ces ouvriers affligés par ce qu'ils venaient d'entendre, ces républicains meurtris ? Que voulaient-ils dire quand ils évoquaient ceux qui avaient tué JAURES ? Que ces assassins avaient tué bien plus que JAURES. Ils avaient tué l'idée, ils avaient tué la justice, ils avaient tué l'espoir, ils avaient tué la paix !

Deux jours plus tard, l'Europe devenait folle et déclenchait le premier des grands massacres du 20e siècle. JAURES n'était plus là.

Son enterrement fut occulté par la guerre. Ce n'est que dix ans plus tard, en 1924, que la République lui rendit l'hommage tant attendu. Le cercueil de JAURES fut accompagné jusqu'au Panthéon par les mineurs de Carmaux, qui avaient fait le voyage, avec leur blouse, avec leur lampe, avec leur pioche, pour dire tout simplement que JAURES venait de cette ville de France et que ceux pour lesquels il avait lutté, venaient lui témoigner, une nouvelle fois, leur reconnaissance. Ils n'étaient pas seuls, les mineurs de Carmaux, il y avait aussi les militaires de France qui rendaient hommage à JAURES, après cette terrible guerre.

« Ils ont tué JAURES ! » C'était il y a un siècle. Et pourtant, et vous le démontrez encore aujourd'hui, JAURES est toujours vivant dans la mémoire de la République.

Comment comprendre ? Pourquoi JAURES qui était l'homme des combats, des luttes, des affrontements, qui avait été victime de la haine de ses adversaires, de leur vindicte, comment JAURES a-t-il pu devenir, au fil du temps, une figure consensuelle ? Comment répondre à cette question ? Tout simplement parce que JAURES s'était élevé au-dessus de son propre parti. Parce qu'il s'était lui-même affranchi d'une doctrine, pour en retenir les principes. Parce qu'il réconciliait par la grandeur des causes qu'il défendait l'ensemble des républicains. Parce que sa démarche était morale, parce qu'il réunissait autour d'un message simple, celui de la justice. C'est ainsi que JAURES, l'homme du socialisme est aujourd'hui l'homme de toute la France. On se l'arrache, on se le dispute. Chacun pense avoir un morceau de JAURES pour défendre sa cause. Je ne m'en plains pas. Les grandes figures de l'histoire sont revendiquées par l'ensemble du peuple français. C'est bien qu'il en soit ainsi, le temps a fait son œuvre.

Pourquoi cet attachement à JAURES ? Parce que lui-même était attaché à la France. Il aimait la France, de toute sa chair, de toute sa pensée. Cette France, il l'avait servie sans jamais avoir occupé de fonction gouvernementale. Il avait été parlementaire, il avait été conseiller municipal, jamais ministre, jamais Président du Conseil, jamais Président de la République. Et pourtant, c'est une œuvre que nous saluons. Il n'a jamais lui-même porté une réforme, il en a voté, il en a amélioré le contenu. Mais il n'a jamais gouverné. Et pourtant il a marqué la France de son empreinte, parce que le sens de sa vie a été d'installer la République au cœur de la société française et la justice sociale au cœur de la République.

Ses engagements avaient un sens au-delà même des circonstances.

A Carmaux, s'il s'était porté au secours de Jean-Baptiste CALVIGNAC, le mineur devenu maire, licencié pour absence par le marquis de SOLAGES, c'est-à-dire le propriétaire de la mine, ce n'était pas seulement par solidarité à l'égard de la classe ouvrière, à cette époque il n'était pas encore socialiste. C'était par rejet de l'injustice. Pour que tous dans la République, qu'ils soient mineurs ou patrons, modestes ou puissants, qu'ils soient Français depuis peu ou Français depuis toujours, aient le droit de gouverner la cité et demain le pays. Ainsi JAURES, parlant à Carmaux, parlait à toutes les générations, pour leur donner cet espoir de prendre leur place dans la République.

C'est cette même volonté de justice qui a conduit JAURES à prendre la défense de DREYFUS face à l'indifférence et parfois même l'hostilité de ses propres amis.

JAURES disait : « Si DREYFUS est innocent, il n'est plus un officier ou un bourgeois : il est dépouillé, par l'excès même du malheur, de tout caractère de classe ; il n'est plus que l'humanité elle-même, au plus haut degré de misère et de désespoir qui se puisse imaginer. »

L'humanité, c'est le mot qu'il avait employé. C'est l'idéal qu'il suivait. C'est le journal qu'il avait fondé, l'Humanité.

JAURES était un patriote. Il savait que la France n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle s'exprime au nom de l'universel, qu'elle sait dépasser ses frontières, dépasser ses intérêts, dépasser simplement le cours du temps. La France n'est jamais aussi forte que lorsqu'elle s'ouvre aux idées et aux talents sans jamais rien céder de nos valeurs. La France n'est jamais aussi conquérante que lorsqu'elle accepte la compétition, l'émulation et qu'elle n'a peur de rien.

Il était fier JAURES d'appartenir à cette grande nation. Il rappelait la révolution française qui avait proclamé que tous les hommes naissent égaux en droit et en dignité. Il se disait même deux fois patriote car la France est « deux fois sacrée, parce qu'elle est la France, et parce qu'elle est humaine ». Voilà pourquoi il l'aimait et il la servait.

JAURES était un socialiste mais un socialiste qui voulait pousser la République jusqu'au bout. Car cette République, il en connaissait l'histoire, il lui devait sa culture, son éducation, son ascension, sa raison de vivre et d'espérer.

La République il la voyait – et je la vois encore - comme une marche ininterrompue, comme une conquête de chaque instant, comme un mouvement continu, pas comme une étape, encore moins comme une finalité, non comme un processus, mais comme un parcours, où de générations en générations, le devoir qui pèse sur nous est d'améliorer la condition humaine par la République. Pour lui, pour nous, la

République politique, devait déboucher sur la République sociale. Aux droits civiques, aux droits individuels, aux droits collectifs devait s'ajouter le droit du travail, le droit à la santé, le droit à la protection sociale, pour que le chômage, la maladie, la vieillesse ne privent pas les travailleurs de leurs ressources.

Quand aujourd'hui, un retraité, un chômeur, m'interpelle à juste raison, c'est pour que le message de JAURES, celui de la protection de tous, soit, non seulement, entendu mais respecté. C'est le devoir qui pèse sur ceux qui ont la responsabilité de conduire le pays.

C'est aussi au nom de la justice que JAURES s'adressait, au-delà des ouvriers, aux artisans, aux paysans, aux commerçants, aux entrepreneurs, travailleurs eux aussi. JAURES ne faisait pas la distinction entre les Français. Il dénonçait la rente, ceux qui s'enrichissent de ne rien faire ou de mal faire, ou de faire n'importe comment, il y en a toujours eu dans toutes les époques. Mais pour ceux qui contribuent à l'activité, à la production, à la richesse, ils étaient tous les bienvenus pour l'œuvre collective.

JAURES voulait la justice et il voyait dans l'Ecole « un grand acte de confiance et un grand acte d'audace » qu'il nous fallait poser.

L'Ecole, il la voulait gratuite et obligatoire, pour donner à tous les enfants – pour sa génération et pour celle qui suivrait - la capacité de pouvoir s'élever, comprendre le monde et connaître la promotion du mérite. Il voulait l'Ecole laïque parce qu'il s'agissait de libérer l'éducation de tous les dogmes.

La laïcité, il la souhaitait fédératrice, rassembleuse, réconciliatrice parce qu'il craignait plus que tout – et entendons encore ce message aujourd'hui - que les citoyens ne se déchirent pour des religions, pour des fanatismes. Il savait bien, lui que le fanatisme débouche toujours sur la guerre, cette guerre qui arrivait, dont il avait senti l'odeur avant même que les canons aient produit leur désastre.

JAURES était un homme de paix. Il avait vu la montée des périls. Les dernières années de sa vie furent presque entièrement consacrées à éviter la guerre. Mais JAURES n'était pas un pacifiste. Il avait proposé une « Armée nouvelle », une nouvelle organisation militaire, populaire, défensive pour prévenir toute invasion. Il entendait mettre la force au service du droit. C'est un message que nous devons entendre, la force n'est pas là pour répondre à la force. Elle est là pour imposer des règles de droit et des valeurs humaines. C'est ce que nous faisons lorsque nous intervenons loin de nos frontières pour lutter contre le terrorisme, contre le fanatisme ou tout simplement pour éviter des crimes contre l'humanité. Il comptait sur la solidarité des peuples, par-delà les frontières pour éviter la guerre. Ce fût son illusion, ce fut son drame. Le XX^{ème} siècle se jeta dans la guerre et l'Europe en fut le théâtre tragique.

Alors, mesdames et messieurs, jeunes de Carmaux, si nous sommes rassemblés ici, ce n'est pas simplement pour évoquer la grande figure de JAURES et convoquer l'Histoire. C'est pour en retenir les leçons, pour aujourd'hui.

Un siècle plus tard, après que JAURES fut tué, quel est l'état du monde ? Transformé. Quel est l'état de l'Europe ? Construite. Quel est l'état de l'économie ? Globalisée. Quel est l'état de la politique ? Parfois dépassionnée.

Que reste-t-il du message de JAURES ? Quelle part de l'héritage pouvons-nous revendiquer ? Quelle leçon pouvons-nous transmettre aux nouvelles générations ?

Je n'entends pas parler à la place de JAURES ou utiliser tel ou tel discours pour justifier des propos de circonstances. Il s'agit tout simplement de savoir ce qu'est un engagement, la constance d'une volonté, la passion du service pour la France. C'est pour moi l'essentiel du message de JAURES.

Qu'apprendre de lui alors que nous sommes aux prises avec une crise longue et douloureuse, que nous affrontons ce qu'il appelait les « résistances du réel » ? Elles sont là. Nous ne devons pas céder, nous devons les vaincre, ne pas les ignorer et en même temps faire en sorte de pouvoir les dépasser.

J'entends, en ce moment même, les interrogations – elles sont là - y compris de mes propres amis, qui se disent : mais pourquoi tant d'efforts pour réduire nos déficits ? Pourquoi faire les réformes que nos prédécesseurs n'ont pas osé engager ? Pourquoi faire des économies quand il serait tellement plus facile de laisser filer les dépenses ? Est-ce notre rôle de soutenir le développement des entreprises quand parfois les actionnaires, eux-mêmes, répugnent à le faire ? A ceux-là que j'entends, je réponds tout simplement : nous avons été élus, j'ai été élu, pour redresser la France, pour la hisser au plus haut niveau dans la compétition économique mondiale, pour la rendre plus forte, plus créatrice d'emplois, plus solidaire et plus juste. Voilà ma mission, voilà notre ambition ! C'est difficile, mais si cela n'avait

pas été difficile nous ne serions pas là pour diriger les affaires du pays. C'est parce que c'est difficile que nous devons montrer de la cohérence, de la constance et de la volonté.

Aux impatientes – que je comprends – je réponds aussi avec JAURES : « L'histoire enseigne la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements mais elle justifie l'invincible espoir », c'est-à-dire l'espoir de la réussite. Aux empressés qui, à l'époque de JAURES, prêchaient – il y en a toujours – les grands bouleversements, comme aux dévots qui attendaient le surgissement soudain d'une lumière pour attendre le progrès, que leur répondait JAURES ? Il enseignait la patience de la réforme, la constance de l'action, la ténacité de l'effort. Ce sont ces qualités, constance, patience, ténacité, volonté que nous avons aussi à démontrer aujourd'hui.

Il a été rappelé, tout à l'heure, à la lecture des textes, la formule mille fois répétée « Aller à l'idéal et comprendre le réel », cette formule a tellement été utilisée qu'elle devient une excuse. A force de comprendre le réel on finirait par oublier l'idéal. Mais, le réel et l'idéal vont ensemble ! On ne surmonte pas le réel pour simplement avoir une autre réalité, on fait en sorte que la nouvelle réalité, celle que l'on construit corresponde à notre idéal. Et si j'ai choisi la voie des réformes, si je veux qu'on améliore la place de notre industrie, je le dis, ici à Carmaux, une terre de labeur ouvrier, si je revendique de rétablir la situation des entreprises pour qu'elles créent des emplois, c'est parce que cette action-là, elle est au service de tous. Elle est pour le bien-être de tous ; elle est pour le progrès de tous. Que serait une action qui serait aussitôt annulée par le poids des dettes ? Que serait un pouvoir d'achat distribué, et aussitôt repris par le désordre de la finance ? Que serait une politique sociale qui ne serait pas appuyée sur une économie solide et efficace ? Mais ce serait une illusion, ce serait un artifice, ce serait du sable !

C'est pourquoi, le gouvernement, comme je lui ai demandé, à travers ce pacte de responsabilité et de solidarité, soutient l'investissement, soutient l'emploi, soutient la baisse des charges pour que les entreprises puissent embaucher, investir, exporter, améliorer leurs structures de production. Oui, j'ai demandé qu'on simplifie ! C'est tellement compliqué, les procédures, que ce soit pour les particuliers ou pour les entreprises. C'est pour que, justement, il puisse y avoir l'initiative, la création qui puissent être encouragées. Et si je revendique les économies budgétaires, ce n'est pas, pour tout simplement, pour tenir des comptes en ordre, même si c'est souhaitable. C'est tout simplement pour que l'on puisse baisser les prélèvements et, les prélèvements sur les plus modestes qui ne peuvent pas supporter à la fois des salaires trop faibles et des impôts trop lourds. Hier, le combat de Jaurès c'était d'assurer les conditions du travail, la dignité du travail. Aujourd'hui, c'est le travail, qui doit nous mobiliser, c'est l'emploi. Chacun doit avoir une possibilité d'espérer un emploi ou un meilleur emploi, de retrouver une sécurité, une dignité. Et je pense, notamment, aux jeunes : c'est mon obsession ! Comment admettre encore aujourd'hui, malgré les résultats que nous avons obtenus qu'il y ait encore, un jeune de moins de 25 ans sur 5, dans notre pays, qui soit privé d'emploi ?

Je sais que beaucoup pensent que les Etats, les gouvernements donc, sont devenus de moins en moins puissants, influents. Je sais que beaucoup redoutent que les marchés n'aient pris toute la place. Et puis, il y a ceux qui pensent que l'Europe nous contraint et que tout est de sa faute. Eh bien moi je veux vous répondre, là aussi, ce n'est rien cette réalité que je viens de décrire, à côté de celle que pouvait connaître Jaurès et ses amis, il y a un siècle. Un capitalisme qui était encore plus dur, des conditions de vie encore plus insupportables. Et puis ces pays qui n'avaient plus de solidarité entre eux au point de se faire la guerre. Alors, aujourd'hui ne doutez pas de la politique, ne doutez pas de la capacité de l'Etat et de ce formidable mouvement que les citoyens décident à un moment d'engager ! Je revendique la volonté sans laisser penser qu'il suffit de la proclamer pour qu'elle puisse agir. Non ! De la volonté organisée, maîtrisée qui ne peut s'accomplir qu'avec le sentiment de tous.

La France est un pays qui a suffisamment de force en son sein pour bâtir son destin. Ce destin, nous avons choisi de le bâtir dans l'Europe.

Certains proposent d'en sortir. A l'abri de frontières rétablies, nous disent-ils, c'est à dire fermées, nous vivrions plus heureux. Sans l'euro, nous aurions la capacité de devenir compétitifs sans effort et sans les contraintes que l'Europe nous impose, nous pourrions dépenser à tout va.

Une nouvelle fois, les fariboles n'ont pas d'âge, parce que déjà à l'époque de Jaurès, il y avait déjà ce type d'illusionniste qui proposaient, il y a cent ans de s'abstraire de la compétition, d'établir le protectionnisme, de fermer les frontières. Ce n'est pas une idée nouvelle, elle est vieille comme la démagogie. Jaurès répondait avec cette formule : « l'humanité, toujours l'humanité, elle veut produire, elle veut échanger (...) Il est donc bien inutile de penser, disait Jaurès, que vous pourrez, par des tarifs

de douane, arrêter la poussée des produits étrangers qui ont besoin à tout prix de trouver un marché. » Et j'ajoute qui ont besoin d'être achetés par des pays étrangers, comme c'est le cas de nos produits. De la même manière, Jaurès, l'avocat des réformes sociales, était suffisamment lucide pour penser qu'elles ne pouvaient être construites, conçues, que si des richesses étaient créées. Il était sur ce point d'une clarté totale. Il avait cette phrase, qui doit là-aussi nous faire réfléchir : « L'esprit de progrès social s'éteint chez les peuples dont la force de production languit. (...) Dans une société paralysée, l'idéal social serait comme une fleur empoisonnée et stérile. ». Alors, qu'avons-nous à faire, aujourd'hui ?

Restaurer notre base économique, améliorer l'offre de production, soutenir autant qu'il est possible la demande à travers une consommation populaire. C'est ce que nous faisons à travers ce pacte que j'ai proposé. C'est un compromis, un grand compromis. Un compromis avec les patronats ? Non, un compromis avec l'entreprise et tous ceux qui y concourent. Les employeurs, nous en avons besoin. Les salariés, rien n'est possible sans eux. Les acteurs sociaux parce qu'ils les représentent. Et l'ensemble des forces qui doivent y concourir et notamment les élus locaux qui agissent aussi au plus près pour soutenir l'économie. Voilà, le compromis dont nous avons besoin pour la croissance, pour la création de richesse, pour sa répartition pour l'emploi. Et c'est d'être fidèle à l'esprit de la réforme, à l'esprit de la conquête, à l'esprit de l'ambition que Jaurès pouvait avoir en son temps, que de proposer ce chemin-là.

La France est un pays volontaire qui n'attend pas l'amélioration de son sort par le seul jeu des marchés, par la seule initiative privée qui est légitime, nécessaire et précieuse. La France avance, aussi, par une action de réforme décidée par ceux qui en ont la légitimité

La réforme, j'ai voulu qu'elle soit négociée et c'est ainsi que par la discussion nous avons pu améliorer le marché du travail, lutter contre la précarité, pas encore suffisamment. Réformer les retraites, pour tenir compte de la pénibilité. Réformer la formation professionnelle pour qu'elle puisse être dirigée vers ceux qui en ont le plus besoin, les chômeurs et les salariés peu qualifiés.

Et demain, nous améliorerons le système de santé, nous moderniserons l'administration, nous ferons la réforme territoriale pour que la proximité soit préservée mais que les citoyens comprennent le sens de ce qui est décidé par les collectivités dont ils ont choisi les élus.

Retenir le message de Jaurès, aujourd'hui c'est de nouveau croire au progrès, le progrès scientifique, le progrès technique, le progrès social, le progrès économique, le progrès politique. La France est un pays de progrès. Et le jour où elle doute de la capacité que nous avons en mobilisant toutes nos énergies, d'avancer, de progresser, alors la France n'est plus la France ! Elle se replie, elle se fractionne, elle se lamente, elle se désole et parfois elle se déteste. Et le rôle qui est le mien, n'est pas simplement d'assurer la réussite d'une réforme, c'est de faire en sorte que la France reste la France.

La France, elle doit croire en l'Europe. Là aussi, Jaurès en 1910, c'était en Allemagne, à Francfort, avait fait un rêve « Ce serait la plus grande joie de ma vie que de vivre le jour où l'Allemagne démocratique, l'Angleterre démocratique et la France démocratique se tendront les mains pour la réconciliation éternelle ». Jaurès n'a pas connu le jour où la main dans la main, les responsables de l'Europe ont décidé de faire destin commun. Il est mort avant. Et l'Europe aujourd'hui, elle est, finalement, le rêve de Jaurès. Une Europe de paix mais pas une Europe de prospérité, pas une Europe de plein emploi. Et ça, c'est le défi que nous devons relever. L'Europe, elle doit offrir donc un cadre propice à l'activité, à la croissance, à l'emploi. L'Europe sera ce que nous en déciderons. Ne la rendons pas responsable de la frilosité des gouvernements qui la constituent. Il ne tient qu'à eux de rendre cette Europe plus sociale et plus solidaire. Et il ne tient qu'aux peuples de décider – et cela sera le cas lors du renouvellement du Parlement le 25 mai- de ce qu'ils veulent pour l'Europe.

La France, dans cette controverse qui viendra, ne doit pas se demander si elle est pour ou contre l'Europe. Parce que qui imagine la France sans l'Europe ou hors de l'Europe ? et qui peut concevoir l'Europe sans la France. Nous sommes l'Europe, pas nous tout seul ! Mais nous avons vocation à prendre aussi nos responsabilités dans l'Europe. Quant à l'euro, qui a survécu à la plus grande crise de l'après-guerre : il est désormais solide et c'est un atout. Et chacun sait que son niveau doit refléter l'économie réelle mais pas l'attractivité que suscite l'euro auprès des détenteurs de capitaux. Donc, nous devons là-aussi agir ; et ce sera le sens du débat qui va s'ouvrir en France.

Enfin, Mesdames et Messieurs, la dernière leçon, que je retiens de Jaurès, c'est la jeunesse, c'est le devoir que nous avons à son égard.

La France n'a pas d'autre avenir que celui qu'elle réserve à sa jeunesse. La jeunesse j'en avais fait le cœur de mon engagement. Elle reste encore le cœur de l'action du gouvernement. Montrer aux nouvelles générations, que notre société ne s'est pas arrêtée, que notre pays n'a pas passé son tour, que nous pouvons réussir ensemble. Ici, dans le Tarn, il y eut le discours de Jean Jaurès au lycée d'Albi de 1903. Ce qu'il disait du courage, ce qu'il demandait aux jeunes de faire pour s'émanciper de toutes les pressions qui pouvaient peser sur eux. Sur le témoin qu'il leur donnait pour qu'ils puissent avancer dans le sens de l'histoire. Eh bien, c'est vers cette jeunesse, que nous devons nous tourner, l'encourager, l'accompagner, l'écouter, la faire réussir. Et c'est le rôle de l'école : Elever le niveau général des connaissances, renforcer la capacité de chacun à maîtriser sa vie, conduire tous les élèves, tous les jeunes vers un métier qui les émancipent, qui les rendent fiers, tel est l'objectif de l'Education Nationale. C'est ma première priorité. Et c'est pourquoi, malgré toutes les économies que nous demandons, tous les efforts que nous sollicitons, le budget de l'éducation sera préservé, les postes dans l'éducation continueront d'être créés tout au long du quinquennat. Parce que la formation, la qualification, c'est la condition de la réussite du pays. Je veux aussi que nous ayons une pensée élevée pour les talents, pour les réussites, pour la promotion de ceux qui partent de loin parce qu'ils sont nés dans un milieu ou une famille trop pauvre pour avoir de l'espérance. Eh bien c'est vers ceux-là que nous devons nous tourner. Eviter l'échec, éviter là aussi le repli, la ségrégation, les discriminations. Reconnaître la culture comme une force considérable pour notre pays à travers ce que nous pouvons offrir de plus élevé à la jeune génération.

Voilà Mesdames et Messieurs ce que nous avons à faire.

Dans ce message-là de Jaurès, je comprends ce qu'il a voulu dire sur la marche vers le progrès. Cette marche a pu être rapide, au lendemain de la seconde guerre mondiale pendant 30 ans. Ensuite elle s'est essoufflée, elle s'est même arrêtée, le temps de la crise. Cinq ans, de 2008 jusqu'à 2012, où la croissance a été nulle, où la production d'aujourd'hui est égale à la production de 2008.

On peut se dire, pourquoi cet arrêt ? Est-il fatal ? Est-ce que cela va reprendre ? Je sens cette désespérance qui peut gagner les esprits. Non, l'arrêt c'est fait pour prendre son souffle, pour reconstituer ses forces, pour reprendre confiance. C'est pourquoi nous devons continuer la marche et même l'accélérer et provoquer aujourd'hui le sursaut.

La France a besoin de réformes. Un Gouvernement qui ne ferait pas le choix de la réforme est sûr de son échec. Celui qui engage la réforme n'est pas sûr de son succès mais il sait que c'est la seule chance pour y parvenir. C'est la mission que j'ai confiée au Gouvernement de Manuel VALLS, agir vite, efficacement et fortement, prendre des risques, car le pire risque, c'est de ne pas en prendre, c'est de laisser faire.

Ces efforts que nous demandons – ce n'est pas nouveau, cela fait 30 ans que des gouvernements demandent des efforts et qu'on n'en voit pas le sens – ont une raison et une seule : le service de la France, le redressement de la France, la justice en France. Cet idéal de justice, de réussite, de progrès, c'est le mien depuis toujours. J'ai, comme beaucoup d'autres ici, de toutes générations, été inspiré par JAURES. C'est pourquoi aujourd'hui, lui être fidèle n'est pas de renoncer, n'est pas d'abandonner, n'est pas de céder parce que c'est difficile, c'est tout le contraire. Aujourd'hui je suis le plus fidèle aux principes qui sont les miens parce que j'ai l'occasion, une occasion exceptionnelle que vous m'avez donnée – de les mettre en œuvre.

J'ai été élu pour réformer la France, pour la redresser. J'ai été élu pour la justice, j'ai été élu pour faire baisser le chômage, j'ai été élu pour réduire les inégalités. J'ai été élu pour le changement. Je le conduirai !

Cette tâche est collective, elle n'appartient pas simplement à ceux qui gouvernent même s'ils ont la première responsabilité. La tâche est celle de toute une société, nous ne pourrons réussir qu'ensemble. Elle est exaltante. Quand nous serons au terme de notre parcours, je veux que chacune et chacun, du Président au plus humble des citoyens, si nous réussissons, puisse se dire avec fierté, que le devoir a été accompli et que nous avons réussi à faire changer la France.

Mesdames, messieurs,

JAURES n'était pas un rêveur. Il était un optimiste. On se moque toujours des optimistes, on pense qu'ils imaginent une réalité à leur manière, selon leurs souhaits.

« L'optimisme, disait Pierre MENDES-FRANCE, c'est celui qui fatigue l'adversité mais qui ne se fatigue jamais. ». Il ne faut jamais se fatiguer, c'est-à-dire qu'il faut beaucoup travailler. L'optimiste est celui qui lutte, qui combat, qui conquiert.

L'optimisme n'est pas une naïveté, c'est une rencontre entre un destin et une réalité.

L'optimiste, c'est celui qui veut par son destin changer la réalité.

L'optimiste selon Jaurès, c'était le courageux, et les mots ont été utilisés par les jeunes : « Le courage, c'est de supporter sans fléchir les épreuves que prodigue la vie (...) Le courage, c'est de ne pas livrer sa volonté au hasard des impressions et des forces ; Le courage, c'est de garder, dans les lassitudes inévitables, l'habitude du travail et de l'action. »

Le travail, l'action et l'espoir. C'est le cap que nous devons suivre, c'est le cap de JAURES.

Merci.